

Et la France dans cette affaire?

Alors que le ministre des affaires étrangères et de la coopération, Mohamed Vall Ould Bellal, persiste et signe dans l'accusation de la Libye dans la tentative de putsch du 8 août et alors que l'ambassadeur mauritanien dans la capitale française, Sidi Mohamed Ould Boubacar, a été "convoqué" à Nouakchott, les mauritaniens exorcissent l'éventualité "française" et croisent les doigts pour que l'ancienne métropole ne soit pas dans le coup. Plus même, ils fondent beaucoup d'espoirs sur une mission de bons offices avec l'un de "ses meilleurs élèves" dans la sous-région : le Burkina Faso.

Lors de la réunion de la ligue arabe dont la présidence revenait à la Mauritanie, le ministre des affaires étrangères et de la coopération, Mohamed Vall

Ould Bellal, n'y est pas allé par quatre chemins forçant la main à l'auditoire pour parler du différend mauritanien avec la Libye, et donc le Burkina, censé être instrumentalisé

par elle; une question qui n'était pas à l'ordre du jour de ce tel rencontre de la ligue. Tout ce manège exprime bien que les autorités mauritaniennes entendent aller jusqu'au bout de cette affaire. Le challenge que les mauritaniens se sont posé est de ramener au bercail les militaires mauritaniens auteurs du putsch de juin 2004 pour boucler une fois pour toutes les velléités de déstabilisation du régime. Quels rapports avec la France ?

A priori, et même si les rapports commerciaux surtout, ne sont pas au beau fixe, la France n'a rien à voir directement -ou même indirectement- avec la dernière tentative de putsch du 8 août dernier. Néanmoins, les autorités mauritaniennes soupçonnent que le Burkina Faso de Blaise Compaoré oserait difficile-

ment entreprendre une action d'une telle envergure, et nous enjoint avec le régime de Tripoli, sans avoir informé au préalable le Quai d'Orsay alors que l'on assiste depuis la promesse de la Libye de dédommager les victimes françaises de l'aviation d'UTA à un rapprochement entre les deux pays. La Libye est d'ailleurs l'un des pays où la concurrence pour l'accès aux marchés est déjà ouverte entre les plus grandes puissances à savoir les Etats-Unis, le Royaume Uni et bien sûr la France. Mais encore faudrait-il que la diplomatie mauritanienne convainque, preuve à l'appui, l'ancienne métropole de l'implication réelle du Burkina dans cette tentative de renversement du régime.

La France, qui reste malgré tout fort présente en Afrique, a toujours un œil sur l'évolution politico-économique du Continent. Pour africains, en politique, tous les chemins mènent à Paris. Et la France reste visiblement intéressée dans tout ce qui se trame dans ses anciennes colonies et notamment dans celle où elle semble être supplantée par l'Oncle Sam. L'histoire mouvementée, ces dernières années, entre la Mauritanie et le gouvernement socialiste français au sujet de l'arrestation puis l'exfiltration du capitaine Ely Ould Dah assortie de l'obligation du visa d'entrée opposé, en représailles, aux français a quelque peu irrité l'ancien colon, malgré la reprise de la coopération militaire et la débâcle des socialistes aux élections législatives qui ont emporté Lionel Jospin.

Nonobstant cette période d'incompréhension, la France, qui a vigoureusement

condamné la tentative de putsch de juin 2004, est aujourd'hui particulièrement embarrasée par la crise entre Nouakchott et Ouagadougou. Et qui veut aller plus loin ménage sa monture dit le vieil adage. Elle reste donc partagée entre le souci de maintenir un équilibre entre ses anciennes dépendances politiques et son désir d'y garder un pied. La France, qui fait aujourd'hui face à l'inextricable enlèvement de ses ressortissants en Irak, condamne, le terrorisme et la violence dans l'expression du débat politique. Une raison invoquée par Nouakchott dans cette affaire contre les putschistes de juin 2003, objet d'un mandat d'arrêt international, que le Burkina Faso, par l'entremise, de Chavi, conseiller du président Compaoré, abriterait encore. Mais d'un autre côté, elle n'a peut être pas encore reçu de preuves accablantes contre Ouagadougou pour justifier une "demande d'explication". En tout cas, per sonne ne semble craindre l'option de son implication dans cette tentative de déstabilisation. La France ne peut s'investir dans cette affaire rien que pour demander à Ouagadougou "de livrer des opposants mauritaniens".

Comment la France pourrait-elle s'immiscer dans ce différend que les africains eux-mêmes ne sont pas parvenus à régler? Quel prix devrait-elle en payer? Pour autant, devrait-elle assister impuissante à l'incompréhension entre deux pays de l'espace francophone? Assurément, la France à un rôle à jouer dans cette affaire! Lequel seul Paris en décide.



circulation dans sa tête. Car, si l'agent est absent, l'embouteillage est garanti. Lorsque la structure de régulation est absente ou qu'elle se range par démission, par complicité ou par incurie d'un côté nous nous trouvons devant la situation où l'Etat même est délégitimé et cela ouverte la porte à toute sorte de comportements extrêmement graves et dangereux.

La Dépêche de Mauritanie: A vous entendre parler des contraintes devant éventuelles devant les Hommes d'Affaires, l'Opposition n'a aucune chance de compter parmi ses rangs des opposants fortunés ?

Mohamed Ould Meouloud : Je crois que s'il y a la liberté d'opinion, s'il y a des garanties, il est certain que le comportement des

Hommes d'Affaires, leurs positions politiques et leurs soutiens financiers n'ont pas dans la même direction car de part leur nature les Hommes d'Affaires sont tout le temps en rivalité. Leurs intérêts sont divergents. S'ils sont aujourd'hui rangés comme un régime, mis au pas et dans la même direction, c'est qu'ils n'ont pas le choix.